

La folle semaine euro turque



Article rédigé par *Jean-Gilles Malliarakis*, le 21 mars 2017

[Source : Nouvelles de France]

Il faut hélas revenir, d'abord, sur la décision française d'autoriser l'organisation, à Metz le 12 mars, d'une importante réunion politique communautariste où le ministre turc des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu est venu exhorter ses compatriotes résidant en France et dans les pays frontaliers de voter « evet » (oui) à la transformation autoritaire de la constitution.

Examinons d'abord cette décision du point de vue de la politique intérieure française.

En elle-même cette affaire révèle l'attitude capitularde de la gauche parisienne devant un électorat qu'elle entend rallier à tout prix. Ceci résulte de la stratégie imposée depuis plusieurs années par Terra Nova. Ce prétendu laboratoire d'idées progressistes remonte à 2008. Il se coule sur le modèle du Parti Démocrate des États-Unis, que la loi autorise désormais à financer les partis de l'Internationale socialiste.

Son propos, désormais bien connu et bien repérable, consiste à substituer aux anciens électorats ouvriers, qui constituaient historiquement le socle des partis socialistes, sociaux démocrates et communistes, les masses fédérées des minorités, toujours présentées comme opprimées. On réfute officiellement avec horreur la dénonciation du remplacement de peuple, thèse d'un Renaud Camus stigmatisée pour raciste. Mais les disciples de la gauche caviar la pratiquent allègrement. Le peuple de gauche, pour eux, ne se recrute plus chez les travailleurs, mais chez les étrangers, tous les étrangers. L'Arlette Laguillier de demain devrait ainsi ouvrir ses discours non plus par son célèbre « *travailleurs, travailleuses* » mais par un « *étrangers, étrangères* ».

Or, parmi ceux-ci un certain nombre ne se sentent aucune vocation à rejoindre les rangs de la gauche.

Les partisans d'Erdogan en Europe en donnent sans doute le plus éclatant exemple. Militant pour un renforcement des pouvoirs constitutionnels de leur président, ils se recrutent dans deux partis : d'une part, l'AKP créé par Erdogan lui-même sur la base d'un retour méthodique de la Turquie à l'islam, et à la tradition ottomane, et d'une répression plus intransigeante vis-à-vis des revendications kurdes, tout en mettant en œuvre une économie d'apparence plus libérale ; et d'autre part le MHP, parti des Loups-Gris nationalistes, dont le fondateur Alparslan Türkeş (1) considérait : « *le corps de notre politique est le nationalisme turc, et son âme est l'Islam* ». (2)

On se trouve ici en présence d'un cas d'école

L'objet de la campagne référendaire aurait de quoi faire réfléchir même un François Hollande, même un Ayrault qui parle « d'apaisement » et qui fait mine de considérer que rien ne justifierait l'interdiction de meetings où des ministres turcs viennent enflammer la diaspora et intimider au sein de celle-ci les représentants de l'opposition politique ou des minorités ethniques (notamment kurdes) et religieuses

(notamment aléviés). Toutes sont d'ores et déjà opprimées par le régime turc, caricature du jacobinisme français, et il est à craindre qu'elles le soient encore plus si le projet gouvernemental est adopté.

Le 16 avril en effet le referendum constitutionnel portera sur une réforme renforçant outrageusement les pouvoirs du président de la république Recep Tayyip Erdogan. Ceci remplacerait le système actuellement parlementaire par un régime présidentiel quasi dictatorial. Ceci déterminerait une inversion de toute l'évolution des institutions turques depuis la fondation de la République par Mustafa Kemal Atatürk. Le caractère répressif du projet, a été rappelé aux Européens, avec éloquence, par l'actuel premier ministre Binali Yildirim venu en Allemagne faire campagne pour le oui. Le 18 février en effet il a promis une traque impitoyable de tous les partisans qu'il dénonçait, en vrac, comme des putschistes et des terroristes, aux applaudissements de plusieurs milliers de sympathisants rassemblés. « *L'époque où certains pouvaient donner des leçons à la Turquie est révolue. La Turquie n'est pas un pays que l'on peut intimider* », a-t-il lancé dans le grand stade d'Oberhausen, salué au cri de *allahou akbar*.

Il se trouve que, sans le vote des 39 députés du MHP le projet de révision constitutionnelle proposé par Erdogan et les 317 députés de son parti n'aurait pas passé le cap des 330 voix sur 550 à l'Assemblée nationale nécessaire pour être soumis à referendum.

Difficile dans ces conditions d'agrèger à la gauche française les amis de cette coalition, d'autant que la gauche turque est clairement identifiée aux deux autres partis et que les adversaires du projet ne manquent pas de caractériser comme de nature à renforcer une situation d'oppression.

Enfin, on doit regarder cette affaire du point de vue européen. Étant de ceux qui ont toujours mis en garde contre la candidature d'Ankara (3), je ne puis que me féliciter de voir que des gens qui, jusque-là semblaient indifférents à l'idée qu'un pays extra-européen puisse entrer dans ce qui s'appelle l'Union européenne aient largement pris conscience du danger.

Il est faux en effet de présenter cette affaire comme l'ont fait les médias hexagonaux lesquels n'ont guère mis l'accent que sur le contentieux avec les Pays-Bas. Ce faisant ils ont préemptés le résultat des élections néerlandaises du 15 mars : patatras les sondages se sont encore trompés. Ce n'est pas le parti de Wilders qui l'a emporté, mais le parti libéral. Or, l'affaire de la campagne intrusive du gouvernement turc en Europe avait entraîné la réaction de plusieurs pays: Hollande, certes, mais aussi Autriche, Suisse, Danemark et surtout en Allemagne où l'immigration turque est la plus forte. Depuis plusieurs semaines cette question faisait la Une des sites internet des plus sérieux parmi les journaux d'outre-Rhin. Les responsables politiques allemands se sont tous prononcés, s'indignant des provocations. Et, une fois de plus, la presse parisienne ne s'en préoccupait pas. Il lui était beaucoup plus agréable de mettre en cause la xénophobie néerlandaise et de laisser entendre qu'il s'agit seulement d'une retombée du Brexit, dont se réclame Wilders.

On est rarement déçu avec le mégalomane d'Ankara Recep Tayyip Erdogan. Ses injures déplacées en direction des Allemands et des Hollandais restent dans la droite ligne d'un discours récurrent plein de mépris et de rancœur envers les Européens. On ne doit donc plus accepter qu'en réponse, nos pays ne se situent pas sur une même ligne, celle de la fermeté.

En choisissant, quand les autres européens font face, de singulariser en s'aplatissant, pour des raisons électorales internes, et de surcroît illusoire, Hollande et les socialistes ont délibérément choisi d'affaiblir et de discréditer la France.

Jean-Gilles Malliarakis anime le blog [L'Insolent](#).

Apostilles

1. Ce nom, trop beau pour être vrai s'agissant d'un nationaliste turc (un peu comme si un nationaliste français s'appelait Clovis Lefranc) est un pseudonyme. La véritable identité du personnage reste

mystérieuse

2. L'un des exploits des Loups Gris peut être visionné avec les images de la mise à sac et du massacre de Sivas du 2 juillet 1993 à Sivas, une ville du centre de la Turquie. Il a entraîné la mort de 37 personnes, dont 33 intellectuels alévis.
3. Cf. Mon livre [*La Question turque et l'Europe*](#).